

LES LIVRAISONS PAR DRONE ÉTUDIÉES

Les premiers tests ont lieu à E-Valley

CAMBRAI Les premiers essais de livraison par drone viennent d'avoir lieu sur le site d'E-Valley. Ils consistent à prouver qu'un drone peut suivre une trajectoire sans en dévier d'un iota. L'étape suivante sera d'obtenir les autorisations nécessaires pour pousser les études plus loin.

LES FAITS

Une phase d'étude

Le site d'E-Valley a été retenu par l'entreprise Survey Copter, une filiale d'Airbus, afin de réaliser les premiers vols d'essai de livraison par drone. Ces essais s'inscrivent dans la philosophie E-Valley, à savoir accompagner la forte croissance du e-commerce. Et aussi une façon de livrer encore plus rapidement, et dans des endroits encore plus inaccessibles.

CONTRAT AVEC LA RÉGION

La mise en place de ces essais a été facilitée par l'implication de la Région Hauts-de-France, qui a signé un contrat avec Airbus, le 17 juin dernier. L'un des objectifs de ce contrat est : « d'évaluer le potentiel de développement économique de la livraison par air à l'échelle régionale (...) Dans le but de devenir le hub de la logistique en Europe ».

MINI-DRONES

« Aujourd'hui, il s'agit de démontrer ce que Airbus a sur ses étagères en terme de technologie », argumente Alain Dupiech, de chez Airbus. Survey Copter est spécialisé dans l'étude et la réalisation de mini-drones de protection ou de surveillance, à des fins militaires ou civiles.



Le drone est propulsé par une catapulte et peut ensuite parcourir plusieurs kilomètres. Survey Copter, la filiale d'Airbus, est spécialisée dans l'étude et la réalisation de drones pouvant intervenir dans des milieux hostiles ou difficilement accessibles.

POURQUOI

La livraison par drone comment ça marche?

Le système de livraison par drone reste une technologie assez marginale en France. Pour le moment, seule la Poste a mis en place deux petites lignes commerciales : une dans le Var et une dans l'Isère. La livraison par drone nécessite un accord de la direction nationale de l'aviation civile (DGAC) car ce système vient interférer avec l'espace aérien. « Ces premiers essais réalisés à E-Valley vont permettre de démontrer la fiabilité et la capacité de vol de ces drones de transport civils. Il s'agit de définir, à un iota près, la trajectoire du drone. Il s'agit d'un cheminement rigoureux et ultra précis. A aucun moment, il ne doit survoler des zones habitées ou urbaines », explique

Alain Dupiech, d'Airbus. « Une fois cette viabilité prouvée, nous allons transmettre cette étude de faisabilité aux autorités compétentes, et la faire valider, afin d'aboutir sur des lois applicables à ce principe de livraison, ajoute le responsable. A partir de là, nous pourrions travailler sur les besoins des clients, le type de drone, son poids, sa vitesse... » Entre le feu vert de l'étude et les premiers essais cambrésiens, il s'est écoulé une période de trois mois. « Cette période a été relativement courte. Le plus dur est maintenant la validation des autorités, qui peut prendre un peu de temps », projette le représentant d'Airbus.

ET APRÈS

Une région desservie par tous les transports



Vue du ciel, le potentiel d'une telle surface n'a pas échappé à l'œil de David Taieb. Une surface de 320 hectares, au milieu d'un énorme bassin de consommation, et au cœur d'une région desservie par des autoroutes, proche des ports du Nord, et surtout du futur canal Nord-Seine Europe.

LES DISCOURS EN BREF...

Ils l'ont dit lors de la pose de la première pierre

Xavier Bertrand

Président de la Région
« Cette base a connu une histoire un peu particulière. Nous avons vu sa fermeture, le désarroi et le combat des élus. Quand elle a fermé, je n'ai pas vu beaucoup de solidarité. Aujourd'hui, le projet E-Valley se concrétise. Au delà des chiffres, cette base va redonner de l'espoir à tout un territoire qui s'est senti abandonné. On a eu raison d'y croire. En ce qui concerne l'emploi, je reste un mort de faim ».



Michel Lalande

Préfet de Région
« Cette base incarnait tout un symbole, une valeur fondamentale. Il fallait accélérer ce projet, autant qu'on le pouvait. Le symbole de l'outrage était, ici, palpable. En ce qui concerne les fouilles et ce qui a été découvert, cela pourrait donner lieu à une exposition ici à Cambrai ».



François-Xavier Villain

Président de la CAC
« Nous avons la satisfaction d'une mission accomplie. En 2008, lorsque l'on a annoncé la fermeture de cette base, avec ses 1 500 personnes, nous avons eu le sentiment d'une grande solitude par rapport à ce séisme. A l'époque, nous nous étions dit que cette base pouvait aussi être le point de départ d'un formidable potentiel et d'un projet unique. Aujourd'hui, nous y sommes ».



Pierre Georget

Président de la Communauté de communes Osartis-Marquion
« C'est une victoire collective. Dès le début de cette belle aventure économique, il y a eu immédiatement des rapports de confiance, et ensuite de l'amitié. Après le séisme économique qui a frappé notre territoire par de nombreuses fermetures d'usines et d'entreprises, la reconquête de l'emploi est rassurante ».

